



Vol. V.—No. 33.

MONTREAL, JEUDI, 13 AOUT 1874

ABONNEMENT, D'AVANCE, \$3.00.
 PRIX DU NUMERO, 7 CENTIMS.

ASSEMBLEE DES FRANCAIS A MONTREAL

Samedi, le 1er du courant, les Français résidants à Montréal ont tenu une assemblée publique dans les salles de l'Institut-Canadien, sous la présidence de M. Boisseau, gérant de cet Institut. Il y avait environ un millier de personnes présentes, mais on a constaté que les Français marquants de notre ville, ceux qui ont une position faite dans le commerce ou l'industrie, s'étaient tous, ou presque tous, abstenus d'assister à cette réunion; quelques-uns de ceux qui s'y étaient rendus ont laissé la salle après avoir entendu une partie des discours.

L'instigateur et l'organisateur de cette assemblée est un monsieur Humbert dit Dabrigéon, qui se donne, paraît-il, pour un ex-officier de la Commune, et la conférence qu'il a faite a été le morceau principal et caractéristique de la soirée. Il avait pris pour sujet la misère des Français au Canada. Autour de ce thème il a accumulé toutes sortes d'accusations contre le gouvernement canadien et son agent à Paris, M. Bossange, et de longues dissertations sur l'état social et religieux de notre pays. On s'imagina facilement ce qu'a pu dire un *dignitaire* communal des mœurs et de la religion du Canada. Suivant lui, notre système d'éducation est faux parce qu'il est catholique, et notre peuple est dans la plus triste des conditions, ne pouvant tousser ni cracher sans la permission du confesseur. Ce sont ses expressions.

Il nous fait plaisir d'apprendre que bon nombre des assistants ont désapprouvé ces sorties échevelées, mais nous sommes peinés de dire que, d'un autre côté, elles ont été fortement applaudies. En somme, M. Humbert n'a peut-être pas eu tout le succès qu'il rêvait, mais son discours a donné une physionomie à la réunion, laquelle fait connaître ainsi au pays, d'une manière publique, le caractère d'une bonne partie de l'émigration française qui s'est dirigée sur nos rives depuis quelque temps.

A ce point de vue, l'assemblée du 1er août a causé une pénible impression dans le public canadien.

Aux Français qui viennent ici nous ne demandons pas compte de leurs idées politiques ou religieuses; nous leur offrons tout simplement le travail et la liberté. En échange de cette hospitalité, donnée sans effort à des Français par les descendants de la France, nous avons le droit assurément d'exiger que l'on respecte nos coutumes nationales et notre religion. S'il nous plaît de passer par la sacristie avant d'aller aux champs, c'est notre affaire, et cela n'empêche aucunement les esprits forts, fussent-ils décorés de la Commune, de suivre une autre route suivant leur fantaisie; s'ils n'aiment pas la prêtraille, qu'ils soient tranquilles, nos curés ne les molesteront d'aucune sorte. Il est possible que l'influence du clergé paraisse néfaste à certaines gens, mais nous aimerions à connaître le Français qui ait à se plaindre d'un prêtre canadien: tant que sa liberté n'aura souffert aucune atteinte, nous le prions de se taire purement et simplement sur le compte de notre clergé, et de tâcher de se persuader dans son intérieur qu'il n'est pas dans l'ordre des choses impossibles que les Canadiens soient intelligents et respectables tout en étant religieux. Cette petite démonstration ne coûterait pas grand travail, et elle aurait le double résultat pour les Français de leur conserver parmi nous des sympathies qui menacent de leur échapper et de leur apprendre à garder devant leurs

hôtes les formes du respect naturelles à la bonne éducation.

Nous sommes loin de blâmer les émigrés français de s'être réunis pour faire connaître publiquement leurs griefs; en cela ils sont restés dans l'esprit de nos institutions, et par là ils ont prouvé que le "despotisme clérical" ne va pas jusqu'à restreindre la liberté de la parole, jusqu'à gêner l'expression des idées même les plus saugrenues. Assurément ceux qui ont assisté à la conférence de M. Humbert admettront que l'on est libre dans ce pays. Mais il nous semble malheureux qu'un certain nombre d'émigrés aient cru devoir profiter de l'occasion pour manifester leurs tendances anti-religieuses; car, d'abord, c'était là un hors-d'œuvre: il leur était facile de protester contre M. Bossange, contre la Cie. Allan, contre les autorités canadiennes, sans s'attaquer à notre clergé, sans froisser les convictions les plus chères de notre peuple; et, ensuite, c'était maladroit, car les émigrés viennent ici demander du travail, et, en arrivant dans une ville où ils sont complètement inconnus, leur propre intérêt doit leur conseiller de ne rien faire de nature à s'aliéner le sentiment populaire. On a beaucoup parlé d'une maison de cette ville qui a publié une annonce demandant des ouvriers et finissant par ces mots: *Aucun Français de la France ne devra se présenter*. Ce n'est là qu'un fait isolé, dû sans doute au mécontentement d'un patron contre certains ouvriers tapageurs peut-être; mais si des assemblées comme celle du 1er août se renouvelaient souvent, il est probable que la défiance des industriels contre les ouvriers français deviendrait en peu de temps générale. L'esprit communal n'a pas droit de cité chez nous; il faut se le dire.

Ces remarques, nous le savons, seront approuvées par les Français bien posés qui demeurent au milieu de nous depuis plusieurs années, mais elles tomberont sous les yeux de personnes nouvellement arrivées qui pourraient tout d'abord s'en offenser. Nous prions celles-ci de s'assurer des antécédents de l'auteur avant de croire qu'il écrit sous l'empire d'un sentiment autre qu'une vive sympathie, une affection profonde pour la France.

OSCAR DUNN.

L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

La population des campagnes, accoutumée au calme de la vie uniforme et laborieuse, au silence des champs, aux horizons larges des plaines ondoyantes, éprouve une sorte de répugnance au contact des populations industrielles, plus vives dans leurs allures, plus mobiles et plus changeantes dans leurs habitudes: c'est dans cette vie retirée, dans cette défiance contre tout ce qui vient du dehors, qu'il faut chercher l'explication du caractère de la population agricole. Elle a tous les défauts et toutes les qualités de l'homme solitaire: à la fois fière et timide, puissante par le sentiment et faible dans l'action; chez elle, libre et épanouie; à l'extérieur, gauche et embarrassée. Elle se défie de l'étranger et ne demande qu'une chose, qu'on la laisse chez elle. C'est, par excellence, une race domestique formée pour la famille et les joies du foyer.

Aussi le voisinage des usines aux hautes cheminées, laissant échapper une noire fumée, qui obscurcit la clarté de son ciel, le bruit incessant des moteurs, qui trouble

son repos, la force aveugle, mais si bien réglée, de ces machines aux formes gigantesques, qui contraste avec le travail lent qu'accomplit la force de ses bras, tout effraie ses instincts.

Le contraste entre la production rapide de l'industrie et la production lente de la culture des terres est si grand qu'il semble établir une barrière entre les deux productions, comme entre les producteurs eux-mêmes: les uns actifs et bruyants comme les machines qu'ils gouvernent; les autres patients et sévères, comme les travaux qu'ils supportent.

Delà, procèdent les divergences d'opinion si fréquentes entre les deux classes, sur les questions qui touchent à l'intérêt général de la nation: Protégez l'industrie: et l'agriculture se récrie, et pour suivre le mirage d'un débouché pour ses produits, elle laissera annuler les premiers efforts de l'industrie, qui, implantée dans le sol, lui eût donné plus de consommateurs que l'exportation lointaine ne lui en offrira jamais. C'est cet aveuglement des classes agricoles tant sur l'industrie que sur le commerce, qu'il faut combattre. C'est cet antagonisme apparent qu'il faut détruire, en prouvant que l'agriculture et l'industrie sont sœurs, que leurs intérêts sont identiques et que la prospérité de l'une ne peut être que le reflet de la prospérité de l'autre.

L'agriculture et l'industrie sont deux formes du travail imposé à l'homme par son créateur: l'une aussi ancienne que le jour où l'homme, jeté nu sur une terre nue, dut assouvir sa faim et pourvoir à ses besoins; l'autre prit naissance, quand, pour alléger son travail ou doubler ses forces, l'homme inventa la première machine: car une charrue est une machine comme un dé à coudre, comme un filet de pêche. L'industrie a continué de grandir en proportion des besoins de l'homme; ses progrès se sont multipliés d'une manière prodigieuse et, au commencement de ce siècle, les sciences appliquées aux arts de la production ont révélé à l'homme de nouvelles forces qu'il ne soupçonnait pas et lui ont enseigné les moyens de les employer à son usage comme des serviteurs obéissants. La vapeur emprisonnée dans une chaudière, et employée, ici, à filer et à tisser des étoffes, là, à extraire du minerai ou du combustible des entrailles de la terre, ailleurs, à transporter avec une vélocité prodigieuse des masses de voyageurs et de marchandises; l'électricité emprisonnée dans un fil de fer et transformée en une messagère mille fois plus rapide et plus laborieuse que le Mercure ailé de la mythologie païenne; la lumière du soleil même devenue dans une chambre obscure un merveilleux dessinateur: voilà les forces auxquelles l'industrie commande aujourd'hui en maître, et qu'elle emploie, sans jamais épuiser ou laisser leur vigueur, à la production des choses nécessaires au soutien et à l'embellissement de l'existence de l'homme.

L'industrie fait plus: elle vient au secours de l'agriculture. Par ses machines, elle augmente les forces des travailleurs du sol; par sa science, elle leur fournit de nouveaux engrais, elle modifie et améliore les terres, et l'agriculture peut, grâce au concours de l'industrie, fournir, aux forces décuplées du travail, l'alimentation nécessaire à la continuation de son labeur.

Leur union est plus intime encore, c'est une fusion complète.

En effet, prenons un produit quelconque, le fer, par exemple. Depuis le moment où le minerai a été arraché